



**Les propositions de La France Audacieuse**

**Créer une solidarité  
entre l'urbain et le rural  
pour répondre à la crise  
du modèle communal**



**Octobre 2018**



## Répondre à la crise du modèle communal rural



Les communes rurales représentent 27,4 millions d'habitants, soit presque 43 % de la population française. La cohésion du territoire national est une problématique partagée par nos concitoyens : **62 % des Français considèrent que la campagne a le plus besoin du soutien des pouvoirs publics.** C'est la preuve que le sentiment d'abandon des territoires ruraux est ressenti par l'ensemble de la population française.

Parallèlement, le modèle communal rural est en crise : **887 maires de communes de moins de 2000 habitants ont présenté leur démission depuis 2014.**

Notre pays ne réussira que si l'État fait de nouveau confiance à tous ses territoires. **Il est temps de reconstruire le modèle communal rural dans le but de renforcer la solidarité territoriale entre le monde urbain et le monde rural. Il faut arrêter de dresser ces deux mondes l'un contre l'autre mais plutôt agir à la construction de nouvelles formes de solidarité entre tous nos territoires.**

**Nous voulons agir pour la reconstruction de ce lien.** Sans cette confiance, il n'y aura ni réussite, ni prospérité, ni croissance durable pour aucun territoire.

Nous affirmons que l'urbain doit apporter une contribution à sa ruralité environnante. La France Audacieuse peut être la force de réconciliation entre la ruralité et le monde urbain.



# Nos principes et propositions phares pour la reconstruction du modèle communal rural :



## La commune, élément incontournable à renforcer

### Améliorer notre organisation territoriale pour plus de solidarité territoriale

La commune est l'élément incontournable de notre vie politique locale. Rien ne doit se faire sans les communes. La Loi NOTRe a été vécue par certaines communes comme un traumatisme. Il faut le réparer.

Avec un principe, celui de la liberté municipale et du rôle de **l'intercommunalité comme outil de solidarité aux services** des communes.

- La commune doit être reconnue en tant que telle dans la gouvernance des intercommunalités, par exemple en instituant un **Conseil des Maires** pour définir les grandes orientations de chaque territoire.
- Instaurer un **droit de Veto des communes** sur certaines décisions de l'intercommunalité.
- L'échelon intercommunal doit devenir **l'interlocuteur privilégié** des institutions européennes.
- Permettre aux intercommunalités de **redistribuer des compétences** aux communes.

## Garantir la mobilité pour tous

Face à l'enclavement, la détérioration du réseau routier, la réduction de l'offre ferroviaire, la hausse du prix des carburants est inacceptable.

L'État doit intégrer les nouveaux enjeux de la mobilité au quotidien afin de ne pas enclaver les espaces ruraux.

- La hausse du carburant doit cesser. Afin de garantir la liberté de circulation de chacun, l'Etat doit avoir un véritable rôle de régulateur.
- Nous proposons que les taxes étatiques sur le carburant deviennent désormais forfaitaires et ne soient plus proportionnelles au prix.
- Nous proposons de développer la fiscalité verte en instaurant une taxation sur les poids lourds étrangers en transit sur les routes de France.

### **L'engagement de l'État sur le très haut débit et la téléphonie mobile**

- Il faut que l'échelon national agisse pour que les opérateurs développent le haut débit et la 4G sur tout le territoire. Cet acte concret marquerait l'expression d'une volonté politique forte et ambitieuse pour assurer l'égalité des territoires.
- Nous proposons qu'une loi impose aux grands opérateurs de téléphonie de dégager une partie de leurs dividendes, qu'ils réalisent dans le monde urbain, pour financer l'équipement numérique des zones rurales.

### **Mettre fin aux déserts médicaux**

- Le rôle, le fonctionnement et la gouvernance de l'A.R.S doivent être repensés pour mieux prendre en compte les territoires en associant les intercommunalités.

- Une vraie politique de santé rurale doit être mise en place avec des **contrats d'implantation de médecins généralistes**. Les communes soutiendraient financièrement les jeunes médecins en sortie d'études à s'installer en milieu rural, les bénéficiaires s'engageraient pour une durée minimum de 6 ans. En contrepartie, l'Etat soutiendrait les communes en compensant financièrement une partie des frais engagés par les communes.

### **Mettre en place une ambitieuse politique d'aménagement du territoire**

- Créer une **agence nationale de cohésion territoriale** qui prenne réellement en compte les vraies attentes des élus locaux en termes d'ingénierie territoriale.
- Créer des **clusters ruraux européens** pour mobiliser des financements européens pour soutenir l'innovation rurale.

### **La nécessité d'un vrai choc de simplification**

- Pour alléger significativement les normes qui pèsent sur les communes rurales avec un droit de dérogation dans certains domaines.





**LA FRANCE AUDACIEUSE, LE MOUVEMENT DES TERRITOIRES**  
**SIEGE SOCIAL : 128 RUE LA BOETIE - 75008 PARIS**

**[CONTACT@LA-FRANCE-AUDACIEUSE.FR](mailto:CONTACT@LA-FRANCE-AUDACIEUSE.FR) - [WWW.LA-FRANCE-AUDACIEUSE.FR](http://WWW.LA-FRANCE-AUDACIEUSE.FR)**